


En quelques Clics

Le Centre de documentation vous informe !

n° 145, 9 octobre 2014

Pour accéder aux documents, cliquer sur 


Au fil de la semaine...

Administration

• La marche en avant de l'administration préfectorale.

Sénat. Michèle André.


Rapport d'information, n° 753, 2014. 99 p.

Dans un univers mouvant caractérisé par un paysage administratif redessiné au niveau territorial, les préfetures et les sous-préfetures ont vu leurs missions et leurs métiers évoluer. Ces changements s'accompagnent cependant de nouvelles interrogations : quel doit être le rôle du préfet ? Comment garantir la représentation de l'État sur tous les territoires ? Quel chemin emprunter pour concilier les impératifs d'économies budgétaires et la nécessité de préserver des moyens suffisants pour atteindre les objectifs fixés au réseau préfectoral ? 

Développement durable

• La politique de promotion des agendas 21 locaux.


Cour des Comptes. Référé, 25 sept. 2014. 6 p.

Au terme d'une enquête, la Cour dresse un bilan mitigé des résultats obtenus dans le cadre des agendas 21 et suggère une remise à plat du dispositif de reconnaissance porté par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. 

• Le Sdrif : un modèle territorial pour anticiper le changement climatique.

IAU Ile-de-France ; Sandrine Barreiro.


Note rapide - Environnement, n° 660, 9/2014. 6 p.

« Le schéma directeur « Île-de-France 2030 » porte pour la région-capitale, un projet d'aménagement s'inscrivant dans les défis globaux de demain, dont celui du changement climatique. La prise de conscience environnementale par les autorités publiques et les citoyens, font de l'anticipation des mutations écologiques un objectif majeur des documents de planification. » 

Développement économique - Emploi

• Jeunes immigrés et jeunes descendants d'immigrés. Une première insertion sur le marché du travail plus difficile, en particulier pour ceux qui résident en Zus.


Dares Analyses, n° 74, septembre 2014. 8 p.

« Selon l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) menée en 2008, les jeunes âgés de 18 à 29 ans immigrés ou descendants d'immigrés rencontrent à la fin de leurs études plus de difficultés d'insertion professionnelle que les autres jeunes. Après être sortis de l'école, ils connaissent plus souvent des alternances d'emploi, de chômage et d'inactivité. » 

Economie sociale et solidaire

• Comment et pourquoi favoriser des investissements à impact social ? Innover financièrement pour innover socialement.

Comité français sur l'investissement à impact social ; Hugues Sibille; Cyrille Langerdorff, septembre 2014. 141 p.

Ce rapport dresse un état des lieux du modèle français de la finance solidaire et préconise entre autres pistes d'amplifier l'épargne salariale solidaire, au sein d'autres supports d'épargne que l'épargne salariale. 


Enseignement - Education

• Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage.

Céreq ; DEPP (MEN) ; G. Boudesseul ; P. Caro ; Y. Grelet.

Juin 2014. 136 p.


« Cet atlas décrit la situation de chaque académie selon une double approche cartographique. La première carte répartit les cantons suivant les atouts et les

difficultés qui les caractérisent en termes de conditions de vie plus ou moins propices à la réussite scolaire. La seconde carte représente un indicateur de difficulté scolaire, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés. En décrivant ainsi les spécificités des académies et leurs disparités internes, cet ouvrage apporte un éclairage original sur les inégalités territoriales en matière de risques d'échec scolaire. » 

Habitat – Rénovation urbaine

• ANRU - Rapport annuel 2013 ; Le PNRU les chiffres 2013, annexe financière 2013.


Anru. 23 septembre 2014, 112 p.

L'Anru vient de publier son rapport d'activités pour l'année 2013. Au sommaire : le Programme national de rénovation urbaine (état des lieux, objectifs, enjeux et budget), les quartiers anciens, les programmes d'investissements d'avenir (les internats, la culture scientifique, technique et industrielle), chiffres-clés et glossaire. 

• Les multiples attentes en matière de politique du logement.

Crédoc ; I. Aldeghi ; R. Bigot ; S. Hoibian.


Note de synthèse, n° 13, septembre 2014. 4 p.

« Crise du logement, pénurie de construction, flambée des prix de l'immobilier : la question du logement revient régulièrement au cœur du débat public. Longtemps les politiques du logement ont focalisé leur attention sur l'accès à la propriété. Confrontés à la réalité d'un marché immobilier devenu inaccessible pour beaucoup, nos concitoyens expriment des attentes multiples vis-à-vis des pouvoirs publics, ainsi que le révèle cette nouvelle étude menée par le Crédoc pour le ministère du Logement, de l'Egalité des territoires et de la Ruralité. » 

• La rénovation urbaine est-elle évaluable ?

Renaud Epstein.

In : « Rénovations urbaines en Europe » A. Deboulet, C. Lelevrier (eds). PUR, 2014, pp. 285-289. HALSHS, 25/9/2014.


D'après l'auteur, le passage d'une politique de renouvellement urbain à un Programme national de rénovation urbaine (PNRU) en 2003 correspondait à une opération de « design institutionnel », qui devait créer les conditions de son évaluabilité. Que l'on adopte une approche « technocratique » de l'évaluation considérant qu'elle doit mesurer les effets propres d'une politique, ou une conception plus démocratique qui lui assigne une fonction de structuration du débat public, tout se passe comme si le PNRU n'avait pas été évalué. Faut-il en conclure que les politiques de régénération urbaine sont, du fait même de leurs caractéristiques, impossibles à évaluer ? 

Indicateurs

• Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales.

IDDR1 ; L. Chancel ; G. Thiry ; D. Demailly.

Study, n° 4, 14 septembre 2014. 32 p.

« Les nouveaux indicateurs de prospérité (NIP) visant à compléter ou remplacer le PIB font l'objet d'un intérêt croissant. Face aux nombreuses limites du PIB et dans un contexte de crises environnementale et sociale, l'adoption de NIP permet une approche nouvelle et contribue à redonner du souffle au débat démocratique. » 

Intercommunalité

• Dossier : projets de territoire.

Christophe Bernard ; Marine Descamps.

Intercommunalités, n° 193, 10/2014. 7 p.

Depuis sa création, l'AdCF promeut une intercommunalité de projet, réunissant des communes autour d'une vision de l'action publique locale, organisée en fonction des ressources du territoire et de ses enjeux. Le projet de territoire constitue l'outil idoine pour tendre vers cet objectif. L'AdCF a initié

un travail d'étude des projets de territoire, dont les résultats sont présentés dans ce dossier.

Métropole

• Paris, Lyon, Marseille : la gouvernance métropolitaine entre standardisation et différenciation.

Daniel Béhar.

Métropolitiques, 24 septembre 2014. 4 p.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), promulguée en janvier dernier, a institué les métropoles de Paris, Lyon et Marseille. Daniel Béhar analyse ici les modalités et les enjeux contrastés de la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance métropolitaine dans les trois agglomérations.

• Rapport relatif à l'évolution du statut des territoires de la Métropole du Grand Paris.

Métropole du Grand Paris - Mission de préfiguration, 24 septembre 2014. 60 p.

Le Premier ministre a demandé à la mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris de préparer un rapport pour septembre 2014. Objectifs : renforcer le statut des territoires, supprimer la période transitoire de « va-et-vient » des compétences non-métropolitaines des actuels EPCI et assurer de manière dynamique le financement des compétences de proximité.

Mobilité - Transports

• Espaces périurbains : vers des mobilités alternatives.

Jean-Pierre Orfeuil ; Marie-Pierre Berthier ; Michel Chlastacz. Infrastructures et mobilité, n° 141, septembre 2014. pp. 11-34.

La desserte des espaces périurbains s'organise pour ne pas dépendre uniquement de l'automobile. Quels sont les grands enjeux et les solutions ? Quels gisements de trafic offrent au transport public les zones périurbaines ? Quel est le rôle des gares ? La complémentarité des modes de transport est indispensable. Sans oublier les apports de la périurbanisation logistique.

• Inégalités d'accessibilité à l'emploi en transport collectif urbain : deux décennies d'évolutions en banlieue lyonnaise.

L. Bouzouina ; J. Cabrera Delgado ; G. Enmerich.

Revue d'économie, régionale et urbaine, n° 1, 2014. pp. 33-61.

Cet article analyse l'évolution de l'inégalité d'accessibilité à l'emploi en transport en commun entre les quartiers d'agglomération lyonnaise, sur une période de vingt ans (1985-2006), en distinguant l'effet du développement du réseau de celui des dynamiques de l'emploi.

Politique de la ville

• Projet de loi de finances 2015 : dossier de presse du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. 2 octobre 2014. 23 p.

Ce budget 2015-2017 accompagne le déploiement de la réforme d'ensemble de la politique de la ville, telle que définie par la loi Lamy de février 2014. Au moment où la préparation des contrats de ville est engagée dans les territoires, le Gouvernement a fait le choix de sanctuariser les crédits d'action de la politique de la ville.

Questions sociales

• Vie commune, morale commune ?

Esprit, n° 408, octobre 2014. pp. 18-84.

Trois articles sont proposés dans ce numéro sur les thèmes de la jeunesse et de l'intégration, de la banlieue et la démocratie locale et de l'économie souterraine dans les quartiers prioritaires.

Réforme territoriale

• Quel avenir pour le département ?

Nicolas Portier ; Floriane Boulay ; Christophe Bernard et al. Intercommunalités, n° 192, septembre 2014. pp. 7-14.

« En évoquant la suppression à l'horizon 2020, des conseils départementaux, le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République ouvre la voie à une refonte en profondeur de l'architecture française des pouvoirs locaux. Si le débat est difficile, l'occulter ou le différer serait une erreur. Les scénarios et propositions qui ont déjà émergé témoignent du caractère salutaire de ces discussions. »

• La résurrection du département ! Entre grandes régions et petites intercommunalités.

Gwénaél Doré. 3 octobre 2014.

Consultation scientifique nationale de la RERU sur la réforme territoriale.

• Observations, positions et scénarios de l'Andass au sujet de la réforme territoriale des politiques sociales.

Andass, septembre 2014, 17 p.

Le 17 septembre dernier, l'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé (Andass) a remis au secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale sa contribution au projet de loi Nouvelle organisation territoriale de la République, (NOTRe). Ce document analyse les forces et les faiblesses de quatre scénarios distincts : le projet de loi NOTRe, la création d'agences sociales, un nouveau partage des compétences entre les CAF et les départements, et, enfin, la délégation de compétence.

Urbain

• Dossier urbain : villes, urbanisme et métropoles.

J. Donzelot ; C. Ghorra-Gobin ; M. Lussault ; O. Mongin et al.

Tous urbains, n° 7, août 2014. 62 p.

Au sommaire : "Compétitivité, dette ... et la ville" ; "De la ville à la métropole" ; "Pourquoi différencier la métropolisation de la périurbanisation ? Une perspective pour le débat public" ; "Déconstruire l'urbanisme : l'oubli de la vie urbaine" ; "Ecrire pour l'espace habitable" ; "20 ans après : comment évaluer les projets urbains ?" ; "Faire la ville (dense et mixte) contre ses habitants".

• Villes résilientes : premiers enseignements tirés d'une synthèse bibliographique.

Clara Villar (CERTU) ; CGDD.

Septembre 2014, 61 p. Coll. « Études et documents »

Les systèmes urbains sont confrontés à des situations de vulnérabilité du fait d'une exposition à des risques majeurs et à des modifications des conditions de vie de la population. Face aux crises ou à des mutations, ils doivent développer des capacités à absorber les perturbations et à s'adapter pour perdurer. Comment identifier des facteurs de vulnérabilité ? Quels types de stratégies pour les villes ? L'action « Villes résilientes » propose des méthodologies permettant de construire des stratégies de résilience urbaine.

Union européenne

• Comment se situe ma région au sein de l'Union européenne?

EUROSTAT. Communiqué de presse, 6 octobre 2014. 12 p.

À l'occasion de la 12ème Semaine européenne des régions et des villes et afin d'illustrer la diversité des données régionales présentées dans l'Annuaire régional d'Eurostat 2014, ce communiqué de presse présente une sélection d'indicateurs issus de différents domaines statistiques, tant pour les régions que pour les villes.

Le carré législatif

• Décret n° 2014-1110 du 1er octobre 2014 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville.

• Décret n° 2014-1076 du 22 septembre 2014 précisant les modalités d'élection et de désignation des membres de la conférence territoriale de l'action publique autres que les membres de droit.

• Proposition de loi (Assemblée nationale) de Christine Pires Beaufort de Mautern relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes. (Retirée par l'auteure)

• Décision n° 2014-1015 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 16 septembre 2014 relative à l'évaluation pour l'année 2013 du coût net du maillage complémentaire permettant à La Poste d'assurer sa mission d'aménagement du territoire.

• Convention du 30 septembre 2014 « Agir pour l'emploi et la création d'activité » entre l'Etat et la Caisse des dépôts (2014-2017).

>> Discours du ministre

>> Protocole de partenariat

>> Communiqué de presse commun

Outils

• Kit méthodologique des contrats de ville.

Un kit méthodologique des contrats de ville vient d'être mis en ligne sur Ville.gouv.fr afin de guider les acteurs territoriaux dans l'élaboration des nouveaux contrats. Il comprend à la fois des documents de cadrage général, des fiches méthodologiques et des fiches ressources.

• Outil de simulation pour les territoires de la future Métropole du Grand Paris.

L'Apur propose un outil de "datavisualisation" permettant de tester des scénarios de constitution des territoires de 300 000 habitants minimum, conformément à la loi MAPTAM. Il propose également un état des intercommunalités existantes répondant déjà à ce seuil.